

Hon. Mr. Holton—And that the Minister of Justice promised, on Friday night, that the papers would be brought down on Saturday.

Mr. Mackenzie—It was stated they were printed on Tuesday last.

Hon. Mr. Holton said that they had not been read by all the members of the Government, but would be brought down on Saturday evening.

Hon. Sir George-É. Cartier—No; they were to be considered.

Hon. Mr. Holton—The House had been waiting very patiently—too patiently—

Mr. Mackenzie—Hear, hear.

Hon. Mr. Holton—had been waiting too patiently in view of the importance of this subject, by far the most important which has or can come before the House this session. The House knows, but not sufficiently, that very extensive preparations for a military expedition are now on foot. I do not think that—with Parliament in session—so important a step as that ought to be taken on the responsibility of the Government without consulting Parliament. While I do not desire to continue this discussion after the resolutions introduced by my hon. friend, the member for Bothwell, I desire the Government to understand that tomorrow, when the orders of the day are called, I shall call the attention of the House to the preparations now on foot; and will ask the Government to state to the House under what policy these military preparations are being made. The Government must not commit and this House must not commit the country to a military expedition to the Nor'-West without taking the sense of the House when Parliament is in session. Such a thing had never been heard of before in any free country, as that a Ministry should involve the country in incalculable expenses, and in consequences no man can conceive, without submitting their views to Parliament.

Hon. Mr. Wood said that unless a Constitution guaranteed by the Imperial Act was to be given to the North-West there was clearly a violation of the British North America Act.

The debate was adjourned on motion of **Hon. Sir George-É. Cartier**.

STAFF OFFICERS

Mr. Mills moved for a statement of the amount paid each district staff officer of the

L'honorable M. Holton—Et après que le ministre de la Justice a promis, vendredi soir, qu'ils seraient déposés samedi.

M. Mackenzie—On a dit qu'ils avaient été imprimés mardi dernier.

L'honorable M. Holton ajoute qu'ils n'avaient pas été lus par tous les membres du Gouvernement, mais qu'ils seraient déposés samedi soir.

L'honorable sir George-É. Cartier—Non, ils devaient être étudiés.

L'honorable M. Holton—La Chambre a attendu très patiemment, trop patiemment—

M. Mackenzie—Bravo! Bravo!

L'honorable M. Holton—a été trop patient si l'on tient compte de l'importance du sujet, de loin le plus important qu'a eu ou qu'aura à traiter la Chambre au cours de la présente session. La Chambre est au courant, mais non suffisamment, que des préparatifs considérables en vue d'une expédition militaire sont en cours. Je ne crois pas que le Gouvernement doive prendre la responsabilité d'un geste de cette importance sans consulter le Parlement qui siège en ce moment. Même si je ne souhaite pas poursuivre la discussion à la suite de la présentation de la résolution par mon honorable collègue, le député de Bothwell, je désire informer le Gouvernement que demain, lors de la présentation de l'ordre du jour, j'attirerai l'attention de la Chambre sur les préparatifs en cours; de plus, je demanderai au Gouvernement d'annoncer à la Chambre en vertu de quelle politique se font ces préparatifs militaires. Le Gouvernement ne doit pas, sans consulter la Chambre, et la Chambre ne doit pas non plus soumettre le pays à une expédition militaire vers le Nord-Ouest au moment où siège le Parlement. On n'a encore jamais vu dans un pays libre, un ministère qui ait entraîné un pays dans des dépenses inestimables, à l'égard d'un projet dont on ne peut même pas imaginer les conséquences, sans d'abord soumettre son point de vue au Parlement.

L'honorable M. Wood ajoute qu'à moins qu'une constitution ne soit garantie par l'Acte impérial aux Territoires du Nord-Ouest, il y aura violation des dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

A la suite de la motion de **L'honorable sir George-É. Cartier**, le débat est reporté à une séance ultérieure.

OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR

M. Mills propose qu'on établisse un relevé des sommes versées aux officiers d'état-major